2,80 € *Première édition. N° 13553* MARDI 4 FÉVRIER 2025 www.liberation.fr

Libération

BUDGET
La censure s'éloigne pour Bayrou
PAGES 10-11

ENQUÊTE
A Paris, un club privé fermé aux non-Européens
PAGES 14-15

CÉLÉBRATION
Pierre Boulez de legs en large
PAGES 24-25

TRANSPHOBIE

TRANS LIVES MATTER

En deux semaines, Donald Trump a déjà pris plusieurs mesures persécutant les personnes transgenres. Une croisade qui trouve des échos en France. Analyse et chronique de Paul B. Preciado.

PAGES 2-5

Image tirée de la série «Here be Dragons» de la photographe Corinne Mariaud.

M 00135 - 204 - F: 2,80 €

IMPRIMÉ EN FRANCE / PRINTED IN FRANCE Belgique **2,80 €**, DOM **3,60 €**, Espagne **3,30 €**, Grèce **3,30 €**, Luxembourg **2,80 €**, Maroc **30 Dh**, Portugal (continental) **3,70 €**, Suisse **3,70 CHF**.

ÉDITORIAL

Par
ALEXANDRA SCHWARTZBROD

Existence

Attention, tous aux abris, un énorme danger menace l'humanité tout entière et il n'a pas fallu une semaine à Donald Trump pour qu'il s'en empare afin de tenter de le désamorcer ! La bombe nucléaire ? Le dérèglement climatique ? La famine ? Le jihadisme ? La haine en ligne ? Pensez-vous, rien de tout cela, il s'agit de lutter contre les… personnes trans. Oui, vous avez bien lu, les trans – 0,6 % de la population américaine – représenteraient un danger si important que le président des Etats-Unis lui-même, à peine investi, a décidé de légiférer. Allant jusqu'à pousser des cliniques à interrompre le traitement en cours de certains de leurs patients, sans se soucier de l'impact physiologique et mental d'une telle décision. *«Les personnes transgenres ont toujours existé et existeront toujours»*, a clamé à l'adresse de Donald Trump la chanteuse Chappell Roan dimanche soir aux Grammy Awards, et ce n'est certainement pas l'offensive politique en cours qui va empêcher les hommes et les femmes mal dans leur identité de chercher à en changer, elle va juste entraîner davantage de difficultés et de souffrances. Le drame, c'est que les Etats-Unis ne sont pas les seuls à verser dans ce délire transphobe. Tout ce que l'Europe compte de réacs et d'ultraconservateurs convaincus de la suprématie blanche et hétéropatriarcale, qui, galvanisés par l'élection de Trump, se voient pousser des ailes en Italie, en Hongrie et malheureusement aussi en France, sont partis en croisade contre des hommes ou des femmes qui ne font de mal à personne, qui rêvent juste de vivre en harmonie avec leur genre réel. En quoi représentent-ils un danger ? Leur simple existence dérange car elle bouleverse l'ordre immuable des choses, à l'image d'Elon Musk qui n'a pas supporté qu'une de ses enfants veuille transitionner car cela remettait en cause sa propre identité et surtout sa propre autorité. Ce serait risible si ce n'était pas si dramatique. Et si cela ne rappelait pas certaines sombres heures du passé. ◆◆

Trump
La transphobie au plus haut sommet de l'Etat

Depuis son retour à la Maison Blanche, le républicain accumule les décrets contre les personnes transgenres, affectant les prisons, l'armée ou les agences fédérales. Des mesures laissant présager l'aggravation des discriminations.

Manifestation devant la Cour suprême

Par
JULIEN GESTER
Correspondant à New York

Des détenues trans transférées dans des prisons pour hommes, des militaires bannis de l'armée, des adolescents en transition auxquels sont refusés leurs traitements, la mention «X» supprimée des passeports. En deux semaines, Donald Trump et sa nouvelle administration ont pris une série de mesures à effet immédiat et dévastateur à l'encontre de la minorité trans (0,6 % de la population soit environ 2 millions d'Américains).

Le 19 janvier, à la veille de son investiture, le président élu retrouvait pour la première fois des milliers de ses partisans massés dans une arène de Washington pour un «meeting de la victoire». Son discours triomphal fut scandé par la diffusion de deux montages vidéo censés illustrer la rupture historique à l'aube de laquelle se trouverait alors son Amérique. L'un consacré à *«l'invasion»* migratoire auquel le pays aurait été soumis par son prédécesseur Biden. L'autre alternant images de personnes trans en uniforme censées figurer une décadence bouffonne des institutions militaires sous la garde de Joe Biden et extraits du film *Full Metal Jacket*, censés figurer la grandeur virile de l'armée américaine d'«avant». Et la foule de rugir en guise de validation.

Cette stigmatisation grossière s'inscrit dans la lignée d'un cycle électoral qui aura vu les républicains et leurs soutiens flamber au moins 215 millions de dollars (environ 210 millions d'euros) rien qu'en publicités télévisées antitrans – Trump, dont cela concernait par exemple 41 % des spots entre le 7 et le 20 octobre, a notoirement conclu sa campagne en matraquant le slogan *«Kamala Harris est pour "iels", Donald Trump est pour vous»*, quand la démocrate demeurait pourtant quasi muette sur les questions LGBT+.

Le président américain a signé un décret bannissant le terme genre au sein de l'administration fédérale, au profit d'une binarité du seul sexe biologique assigné à la naissance.

LÉGALITÉ À L'ÉPREUVE

Depuis, ce ciblage s'est quotidiennement traduit en actes politiques agressivement hostiles de l'exécutif américain à l'égard des personnes trans et la notion même de genre. Dès son retour au Bureau ovale, Trump y a signé un décret bannissant ce terme au sein de l'administration fédérale, au profit d'une binarité du seul sexe biologique assigné et irrémédiablement réglé à la naissance. Entre autres ravages immédiats, cet ordre aura notamment entraîné le transfert des femmes trans incarcérées vers des structures pénitentiaires pour hommes – plusieurs saisissant aussitôt la justice pour dénoncer là leur mise en danger et une infraction à leurs droits constitutionnels.

Dans une série de directives, l'administration a également exigé des ministères et agences fédérales qu'il soit cessé désormais de faire mention des pronoms dans les signatures de mail, qu'ils instaurent des interdictions antitrans dans les toilettes et *«liquident»* tout *«programme, contrat et subvention»* qui *«prône ou inculque l'idéologie du genre»* d'ici au soir du 31 janvier. Entre-temps, cette purge s'est symboliquement traduite par la disparition des pages d'informations aux «LGBTQ» sur des sites gouvernementaux comme celui du département d'Etat, où ne figure plus que la seule mention «LGB».

D'autres décrets exécutifs signés par Trump ces derniers jours, dont l'exacte mise en œuvre et la légalité à l'épreuve des tribunaux restent à établir, bannissent les personnes trans des rangs militaires (le sort des quelque 14 000 membres actuels concernés n'est pas tranché) et proscrivent tout traitement de transition de genre chez les mineurs – un ordre a priori inconstitutionnel, qui a néanmoins déjà entraîné l'arrêt préventif de services prodigués par les établissements de santé de divers Etats. Sous la menace de perdre son financement fédéral, l'hôpital NYU Langone Health a annulé deux consultations prévues pour des adolescents en transition, au risque d'interrompre leur traitement hor-

en décembre, après une restriction des soins de transitions de genre dans le Tennessee. PHOTO MAANSI SRIVASTAVA. NEW YORK TIMES

monal, rapportait ce samedi le *New York Times*. Il s'agit en l'occurrence de bloqueurs de puberté, des médicaments qui permettent à l'adolescent de ne pas subir les effets corporels de la puberté et de ne pas souffrir de dysphorie – de sentiment d'inadéquation – de genre. Leur arrêt peut avoir de graves conséquences sur leur santé physique et mentale.

ÈRE DE MARGINALISATIONS

A travers le pays, personnes trans et communautés solidaires expriment l'inquiétude stridente que ce ne soit là que le prologue aux Etats-Unis d'une ère de marginalisations et de persécutions – déployant en réponse des stratégies variées, des cours d'autodéfense au stockage préventif de traitements hormonaux. D'autant que l'Etat fédéral n'est pas seul à la manœuvre : l'obsession de la droite trumpiste pour la minorité transgenre fait des émules dans les Etats gouvernés par des républicains rivalisant de mesures oppressives. Comme au Texas où, fin novembre, le tout premier jour de la nouvelle session législative a vu les élus conservateurs déposer pas moins de 32 projets de loi antitrans. ◂▸

En France, les droites veulent imiter la croisade américaine

Si la situation des personnes trans s'est améliorée dans l'Hexagone depuis 2016 dans la loi, le camp réactionnaire applaudit les décrets transphobes de Trump et n'hésite pas à faire de cette minorité un bouc émissaire.

Des existences niées au plus haut sommet de l'Etat. Après des années de progrès, jusqu'à la possibilité d'indiquer un genre «X» sur les passeports, Donald Trump a opéré un brutal retour en arrière pour les personnes trans américaines : *«A partir d'aujourd'hui, la politique officielle du gouvernement des Etats-Unis sera qu'il n'y a que deux sexes : masculin et féminin»*, a-t-il affirmé dans son discours d'investiture, signant dans la foulée plusieurs décrets qui précarisent et mettent en danger des millions de personnes. Cette vague transphobe peut-elle atteindre un niveau similaire en France ? Oui, si on en croit le sondage CSA commandé après la sortie de Trump par les médias de Vincent Bolloré (CNews-*JDD*-Europe 1). On y découvre que *«76 % des Français adhèrent à l'affirmation qu'il n'y a que deux sexes»*. Derrière cette bataille, il y a l'idée répandue que les personnes trans, mais aussi leurs soutiens dans la communauté lesbienne-gay-bi et certaines féministes auraient un projet politique caché : *«Nier la différence biologique des sexes.»*

Pour le philosophe Thierry Hoquet, qui a publié *Des sexes innombrables. Le genre à l'épreuve de la biologie* (Seuil, 2016), ces attaques font mine d'ignorer la différence entre sexe et genre. *«Le masculin et le féminin ne décrivent pas que des réalités anatomiques ! On qualifie une tenue, un geste, une voix de masculine ou de féminine… Cette campagne contre le prétendu wokisme fait l'impasse sur un acquis théorique fondamental.»* Hoquet fait remarquer que même avec une question aussi biaisée, *«il y a tout de même un quart des sondés qui rejettent ce binarisme»*. Pour lui, *«c'est la question de la liberté qui est posée ici. En affirmant qu'il n'y a que deux sexes, on dit aux gens qu'ils ne sont pas libres de disposer de leur personne»*. Dans une tribune à *Libération*, la philosophe Camille Froidevaux-Metterie voit dans cette croisade anti-trans une volonté de bannir purement et simplement les personnes trans du cadre commun. *«En les empêchant de devenir ce qu'elles sont, femmes ou hommes, en leur interdisant le libre choix d'être soi, on porte en effet une atteinte fatale à leurs droits et libertés fondamentales.»*

Ces «croyances» sur le nombre de sexes oublient par ailleurs que 1,7 % des enfants naissent intersexes selon les Nations unies, c'est-à-dire avec des caractéristiques sexuelles (chromosomes, hormones, organes génitaux) qui ne correspondent pas aux définitions types des corps féminins ou masculins. Le comble pour un courant conservateur obsédé par les parties génitales des citoyens. Lors du précédent mandat de Trump, interdire l'utilisation des toilettes de leur choix aux étudiants trans était un cheval de bataille de son administration. Des combats en dessous de la ceinture qui témoignent d'une absence totale de hauteur de vue sur les questions de genre.

«MOTEUR DE DISCRIMINATION»

Donald Trump, Vladimir Poutine, Javier Milei, Viktor Orbán, tous utilisent la transphobie pour fédérer leur électorat. En juin 2024, en pleine campagne éclair des législatives après sa dissolution, Emmanuel Macron a qualifié de *«totalement ubuesque»* une promesse du Nouveau Front populaire consistant à autoriser le changement de genre en mairie. La mesure est pourtant en vigueur dans de nombreux pays comme l'Espagne, la Belgique ou l'Allemagne. En France, la procédure de modification du sexe à l'état civil oblige encore à passer devant le juge pour *«démontrer par une réunion suffisante de faits que la mention de votre sexe dans les actes de l'état civil ne correspond pas à celui dans lequel vous vous présentez et dans lequel vous êtes connu»*.

Le mot de Macron a d'autant plus indigné qu'il avait promis en 2022 dans *Têtu* de supprimer les *«procédures administratives si elles sont inutiles»*, ouvrant la voie à une amélioration de la loi justice du XXIe siècle adoptée en 2016. Or comme l'explique à *Libé* Mélanie Vogel, sénatrice écologiste qui a déposé une loi en ce sens au Sénat puis reprise à l'Assemblée nationale en novembre 2024, *«99 % des demandes de changement d'état civil aboutissent ! Il n'y a pas de sens à ce que cette démarche reste judiciarisée,* s'agace-t-elle. *J'espère que les stratégies politiciennes ne vont pas prendre le dessus à l'Assemblée parce qu'au-delà de l'importance de simplifier la procédure, il faut répondre à l'offensive réactionnaire mondiale par la conquête de nouveaux droits»*.

Maud Royer, présidente de l'association Toutes des femmes, raconte à quel point *«il est humiliant et usant de devoir prouver son genre à un juge en s'habillant bien»* pour obtenir ses nouveaux papiers. *«Or avoir un genre qui ne correspond pas à ses papiers est un grand moteur de discrimination pour trouver un logement ou un travail, on est donc obligé d'en passer par là.»*

La France a été le premier pays à porter la dépsychiatrisation des trans devant l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en 2010. Jusqu'en 2016, les personnes qui voulaient changer leurs papiers devaient effectuer un long parcours psychiatrique et médical, qui imposait notamment leur stérilisation.

«La psychiatrisation des parcours de transition a reculé, constate Royer, autrice du *Lobby transphobe* (Textuel, 2024). *Mais là où nos oppresseurs étaient le système de santé, aujourd'hui, ce sont les politiques. Ce qu'ils veulent, c'est nous remettre à* **Suite page 4**

Suite de la page 3 *l'asile.» «La stratégie est claire : instrumentaliser les minorités dans la course au pouvoir»,* écrivait la présidente de SOS homophobie après la sortie d'Emmanuel Macron. En 2023, 21 % des cas de discriminations recensés par l'association concernaient des personnes trans.

Selon Maud Royer, l'année 2021 a marqué un tournant dans les attaques contre les trans avec la création de l'Observatoire de la petite sirène, codirigé par les psys Caroline Eliacheff et Céline Masson, *«une association de gens venant du monde médical et de courants réactionnaires de la psychanalyse».* Dans le livre *la Fabrique de l'enfant transgenre* (éditions de l'Observatoire), les deux psys étalent les risques pour les mineurs qui se lancent dans un parcours de transition. *«Aujourd'hui, il suffit de vouloir changer de sexe avec le blanc-seing du corps médical afin de le pouvoir»,* écrivent-elles. Un phénomène pourtant extrêmement encadré et ultra-minoritaire, qui ne concernait que 294 mineurs selon les chiffres de la Caisse nationale d'assurance maladie en 2020. Soit 0,000021 % des 14 millions de «jeunes» recensés en France la même année.

DROITE NOSTALGIQUE

Ce qui n'a pas empêché Eric Zemmour d'en faire un sujet de campagne, ni l'hebdomadaire *Valeurs actuelles* de titrer sur *«le délire transgenre». «La convergence de la psychanalyse réactionnaire et de l'extrême droite traditionnelle s'est transmise à la droite LR»,* observe Maud Royer. Une droite nostalgique des années Manif pour tous contre l'ouverture du mariage aux couples de même sexe, pendant lesquelles «la protection de l'enfant» permettait de ratisser large.

Résultat : en 2024, la sénatrice LR Jacqueline Eustache-Brinio a coordonné un rapport de 370 pages sur *«la transidentification des mineurs»,* qui a abouti au dépôt d'une proposition de loi visant notamment à interdire les transitions médicales avant 18 ans. Les Républicains ont eu recours aux services de l'Observatoire de la petite sirène, dont l'une des pièces à conviction est un documentaire de Sébastien Lifshitz, *Petite Fille,* qui montre la vie d'une petite fille trans et de ses parents. Qu'est-ce qui inquiète tant dans le parcours de ces très rares mineurs? *«Il y a tout un courant de la psychanalyse pour qui la binarité des sexes est fondamentale, et y toucher créerait de l'instabilité dans la société,* répond Maud Royer. *C'est un discours très compatible avec celui de l'Eglise, qui a créé le concept de "théorie du genre" au début des années 2000.»*

Il existe toutefois des raisons de se réjouir. Pour Royer, l'offensive transphobe n'a pas encore pris dans les milieux féministes français, contrairement au Royaume-Uni où elle s'est installée dans le sillage de J.K. Rowling, la créatrice de *Harry Potter* devenue cheffe de file des Terf (l'acronyme anglais pour «féministe radicale excluant les personnes trans»), vitupérant à longueur de tweets contre une prétendue mainmise des trans sur la société.

En France, les Terf existent surtout via le livre *Transmania,* signé Dora Moutot et Marguerite Stern, qui estiment qu'il y aurait aujourd'hui une «injonction» à la transidentité. *«Alors qu'on est vraiment ultraminoritaires !»* s'étonne Marie Cau, première maire trans de France. Elle vient de démissionner de son mandat à Tilloy-lez-Marchiennes (Nord), épuisée par *«les difficultés que rencontrent les maires des petits villages»,* dit-elle, mais aussi parce qu'elle a été *«insultée et diffamée, harcelée en permanence sur les réseaux sociaux»,* sans que ses plaintes en justice ne soient suivies d'effet. De façon générale, la citoyenne de 59 ans estime que les Français *«sont de moins en moins transphobes».* Médiatisée lors de son élection et autrice d'un livre sur son parcours (*Madame le Maire,* Fayard, 2022), elle a eu des interactions bienveillantes avec la plupart des habitants de sa commune. Il y aurait donc un écart entre les politiques qui font de la transphobie une nouvelle arme électorale et la majorité des Français. Selon une étude Ipsos de 2023, 63 % de la population française estime que les personnes trans sont discriminées, et 55 % sont favorables aux parcours de transition avant l'âge de la majorité.

Pour Marie Cau, la transphobie s'exprime surtout dans les théories complotistes sur la transidentité de personnalités, comme celles visant Brigitte Macron, qui a obtenu gain de cause au tribunal. *«C'étaient les mêmes rumeurs sur Michelle Obama !* se rappelle-t-elle. *Plus c'est bête, plus ça marche. De toute façon, tout ce qui se passe aux Etats-Unis finit par arriver en France.»*

ADRIEN NASELLI

Pour Maud Royer, l'offensive transphobe n'a pas encore pris dans les milieux féministes français, contrairement au Royaume-Uni où elle s'est installée dans le sillage de J.K. Rowling, la créatrice de «Harry Potter».

Images tirées de la série «Here be Dragons» de la photographe Corinne Mariaud, dans laquelle

Make America Trans Again

A coups de décrets brutaux, Donald Trump condamne les personnes trans, intersexes et non binaires à une mort politique et sociale. Face à cette croisade visant à restaurer une suprématie hétéropatriarcale et blanche, il est urgent d'organiser la résistance.

Par **PAUL B. PRECIADO**

OLAF KOSINSKY

Philosophe

Parmi le nombre déjà incalculable de décrets «chocs» signés par Trump depuis sa seconde investiture, seuls ceux ciblant les migrants surpassent en violence ceux qui s'attaquent aux personnes trans. Se vantant de *«défendre les femmes contre l'extrémisme de l'idéologie du genre et de rendre la vérité biologique au gouvernement fédéral»,* Trump a décrété l'élimination par ce dernier de *«toutes les directives, communications, politiques et formulaires de l'idéologie radicale du genre».* L'existence naturelle et immuable de *«seulement deux sexes»* dans les documents administratifs nationaux, ainsi que les passeports, les visas et les autres documents officiels délivrés par les secrétaires d'Etat et de la Sécurité intérieure. Un dernier décret interdit au gouvernement fédéral de financer des établissements de santé qui pratiquent des techniques de transition de genre sur des mineur·e·s. Trump est devenu le premier épistémologue de la restauration facho-techno-naturaliste.

A entendre les discours et les décrets de Trump, on pourrait croire que le problème fondamental de l'Amérique est qu'elle est un pays trans et que, par conséquent, «Make America Great Again» consiste à faire «détransitionner» la nation. Mais l'Amérique n'est pas un pays, pas plus qu'elle n'est trans. Les Etats-Unis – que l'on ne peut confondre avec l'Amérique sans commettre une synecdoque impérialiste – n'étaient pas, avant le deuxième mandat de Trump, un exemple d'émancipation de genre. Malgré les luttes des collectifs trans, intersexes et non binaires, entre 1976, moment de la première inscription administrative d'un changement de genre, jusqu'à l'introduction du «X» comme mention légale du genre dans les passeports en 2023, en passant par la signature du Gender Recognition Act permettant l'inscription administrative du genre non-binaire dans l'Etat de Californie en 2019, le processus de reconnaissance et lutte contre la discrimination a été très dur et inégalitaire selon les Etats. Ainsi par exemple, entre janvier et mai 2023, les législateurs conservateurs, avec la complicité des féministes naturalistes et des groupes religieux, ont présenté presque 400 projets des lois anti-trans pour limiter ou simplement interdire chaque avancée.

Les brutales et bruyantes mesures de Trump viennent détruire les quelques droits récemment acquis. Elles légalisent des prati-

elle explore le genre et les nouvelles masculinités. PHOTOS CORINNE MARIAUD

ques de violence institutionnelle et administrative qui condamnent les personnes intersexes, trans et non binaires à une mort politique et sociale. D'autre part et de manière préventive, ces mesures cherchent à éviter la possible signature de l'Equality Act, un projet de réforme constitutionnelle qui aurait le même impact sur les lois hétéropatriarcales que le Civil Rights Act de 1964 eut sur les lois de discrimination raciale : c'est ce projet, touchant les droits reproductifs et concernant la quasi-totalité de la population et en particulier les corps munis d'utérus reproductifs, que visent in fine les attaques de Trump. L'insistance sur le corps trans relève plutôt d'une érotique de la violence et d'une stratégie de saturation de la communication politique.

NOUVEAUX CORPS SOUVERAINS

Trump nous utilise comme la bannière politico-sexuelle d'une croisade contre-révolutionnaire plus large. Les personnes trans et migrantes sont les sujets subalternes les plus visibles dans une «guerre somato-politique» totale visant à définir qui seront les nouveaux corps souverains et comment ils auront accès à la production de valeur, de vérité et de plaisir à partir de leurs organes (re)productifs et sexuels. Si les corps trans et migrants sont devenus des signifiants clés dans le discours du nouveau fascisme, c'est parce que leurs pratiques de «transition» et de «passage» remettent en question la définition identitaire du corps et de l'Etat-nation ainsi que les assignations normatives imposées par la souveraineté patriarcalo-coloniale.
Trump fait de nos corps le carburant érotique qui chauffe les masses fascistes. D'une part, les corps trans et racialisés permettent la métabolisation en haine et en violence du désir sexuel et du genre interdit dans le régime patriarco-colonial : Trump libère et déplace le ressentiment sexo-politique des hommes cis-hétérosexuels afin qu'ils puissent littéralement ou administrativement, et en toute impunité, violer les corps et les droits des personnes trans et par extension des autres corps subalternes – les femmes, les enfants, les corps racialisés, les autres hommes qu'ils ne considèrent pas assez masculins, etc.
D'autre part, les attaques contre le statut de citoyen des personnes trans et migrants servent à réorganiser les relations entre les techniques du corps (à qui appartient la juridiction de l'utérus, du pénis, du sperme ou de l'ovule ?) ; les technologies de gouvernement (quel devrait être le nom et le statut juridique du golfe du Mexique ou d'un bébé à la naissance ?) ; et les appareils de vérification, ceux qui permettent de trancher entre le vrai et le faux (le changement climatique doit-il être considéré comme une vérité scientifique ? Comment affirmer l'existence de seulement deux sexes face à une multiplicité de réalités chromosomiques, hormonales ou génitales ?). Il s'agit, par la violence politique et l'exclusion administrative, de redéfinir les contours de la citoyenneté et de restaurer la suprématie blanche et hétéropatriarcale en utilisant l'infrastructure démocratique de l'Etat contre les corps plus vulnérables.
Cette restauration néofasciste ne se produit pas, comme les voix de la droite et de la gauche conservatrice l'affirment déjà à l'unisson, parce que les mouvements féministes, MeToo, BlackLivesMatter, trans, les partisans écologistes du très modéré Green New Deal ou pro-migration sont allés trop loin dans leurs revendications de justice et de reconnaissance. Mais parce que les processus de critique et de démantèlement du capitalisme extractiviste et de la suprématie blanche masculine portés par ces mouvements n'ont pas été assez rapides et profonds. Ils n'ont pas réussi à empêcher une capture réactionnaire des institutions par des moyens démocratiques.
Ne nous faisons pas d'illusions. Il était difficile d'imaginer que les élites pétro-sexo-raciales, celles qui avaient le monopole de l'extraction et de la commercialisation des énergies fossiles et qui avaient exproprié la force de travail et de vie d'une grande partie des corps productifs et reproductifs de la planète (femmes, enfants, travailleurs, corps racialisés, minorités sexuelles et de genre, animaux et écosystèmes…) allaient renoncer sans violence à leurs privilèges.

THÉORIES DU COMPLOT ET «ENNEMI INTÉRIEUR»

Deux prémices globales ont levé les tabous nécropolitiques de l'extrême droite : l'enfermement pendant la crise du Covid et l'acceptation occidentale (tacite ou forcée) de la destruction de Gaza ont établi les conditions qui permettent aujourd'hui l'attaque féroce et décomplexée des gouvernements contre une partie de leur population, migrante ou trans. La première a facilité la rhétorique immunologique de l'ennemi intérieur et la dépolitisation sociale. La seconde a donné libre cours à la mort comme stratégie globalement acceptée de gestion politique.
D'une part la pandémie a permis la numérisation des relations sociales et leur réduction à des relations économiques, la dissolution du sentiment d'être en société, l'extension des formes numériques de contrôle et de surveillance, mais aussi la diffusion à grande échelle de théories du complot qui ont constitué la base sémiotique permettant à l'extrême droite d'imposer de nouvelles règles de production de «vérité».
D'autre part, la rhétorique de l'immunité basée sur la protection des frontières et la distance sociale élaborée pendant la pandémie s'avère essentielle pour comprendre la gouvernementalité du nouveau cyber-fascisme.
Le nationalisme de Trump ne se construit pas contre un ennemi extérieur de la nation, mais contre «l'ennemi intérieur» : le migrant déjà sur le sol national, les enfants nés aux Etats-Unis de mères-parents migrant·e·s, la femme trans dans l'armée, les femmes américaines qui avortent, les pédés efféminés américains…
Ni Trump, ni Meloni, ni Milei, ni Le Pen ne mènent des mouvements d'insurrection anti-establishment. Ils visent la restauration d'un ordre patriarco-colonial contesté depuis un siècle par les mouvements d'émancipation des corps subalternes.
Ils mangent le futur et crachent le passé.
La nouveauté de ce violent processus réactionnaire est l'alliance entre les langages patriarco-coloniaux archaïques de la modernité (qui utilisaient jusqu'à présent le discours scientifique comme «appareil de vérification») et une nouvelle industrie technologique cybernético-militaire. Cette alliance remplace les discours scientifiques au profit de langages négationnistes et fait des réseaux sociaux, contrôlés par les oligarchies économiques et religieuses chrétiennes, l'unique appareil de production de la vérité et de la valeur. Sans le soutien médiatico-informatique de Musk, Trump n'aurait pas pu gagner «démocratiquement». Sans l'extraction de toutes les énergies sales que Trump garantit, le projet de technologie super-informatique de Musk n'est pas possible. Cette alliance inattendue (et peut-être pas très stable) entre le vieux seigneur des utérus et le jeune seigneur des machines produit une nouvelle forme de gouvernement technofasciste qui va bien au-delà de ce qu'Orbán avait initié en Hongrie et de ce que Milei tente en Argentine.

TRANSVERSALE RÉVOLUTIONNAIRE

Rejetons leurs taxonomies, leurs hiérarchies, leurs lois, leurs machines, leurs noms. Nous ne sommes rien de tout ça, soyons trans.
Il est urgent et possible de dépasser la logique des politiques identitaires et de construire une transversale révolutionnaire réunissant une multitude des corps subalternes contre la capture du nécrolibéralisme, d'organiser une résistance planétaire, de forger un réseau d'antagonismes.
Les zapatistes nous ont montré la voie : pas de visage, pas de Facebook, pas d'Instagram, pas de X, pas de smartphone, pas d'Etat, pas d'identité. Prenons les formes que nos relations de soin et de coopération déterminent. Nous ne sommes rien.
Soyons trans. Nous n'avons rien d'autre que le corps et le corps ne nous appartient même pas.
Migrons. Mutons. Transitionnons. Nous ne sommes rien.
Soyons trans. ◆▶

LIBÉ.FR

Porter atteinte aux droits des personnes trans, c'est détruire la démocratie
La croisade de Donald Trump contre les personnes appartenant à la communauté LGBTQI participe d'une vaste entreprise de purification nationale, estime la philosophe Camille Froidevaux-Metterie dans une tribune publiée sur notre site.